

Pouvoir d'emprunt—Loi

particuliers paieront 4.1 milliards de plus sous forme d'impôt sur le revenu et 2.6 milliards de plus sous forme de taxes de vente et d'accise. Les sociétés profiteront, par contre, d'une réduction d'impôt de 2.2 milliards de dollars.

● (1520)

En outre, les Canadiens vont constater une sérieuse érosion de leurs pensions, de leurs allocations familiales et de leur crédit d'impôt pour enfants. La désindexation de ces programmes de trois points de pourcentage va entraîner une érosion de leur valeur réelle de 16 p. 100 d'ici à 1990-1991. Les Canadiens auront moins de disponibilités à une époque où la consommation est la clé du maintien de la relance économique.

Les prestations de sécurité de la vieillesse vont diminuer de 1.6 milliard de dollars d'ici à 1990-1991, avec, dès l'année prochaine, une coupe considérable de 245 millions de dollars. Les allocations familiales vont diminuer de 400 millions de dollars d'ici à 1990-91 et de 90 millions de dollars l'année prochaine. Certains secteurs de notre économie, notamment l'agriculture, sont durement touchés par d'autres compressions. Les coupes dans les subventions agricoles vont fatalement entraîner une augmentation des prix alimentaires.

Avec l'exonération fiscale au titre des gains en capital, il va être plus rentable pour les agriculteurs de quitter leur ferme que d'y rester. Sachant que de plus en plus d'agriculteurs vont s'en aller et que le marché ambiant va se déprimer, il ne faut pas beaucoup d'imagination pour prévoir de sérieuses difficultés pour le secteur agricole qui se répercuteront sur le consommateur urbain.

Le budget lance de la poudre aux yeux en instituant des surtaxes pour les personnes à revenu élevé, les sociétés et les banques pour une durée limitée seulement. Pour les familles à revenu faible ou moyen, en particulier celles qui ont des enfants à charge, les restrictions sont permanentes.

En dehors des agriculteurs, l'exonération fiscale dont je viens de parler profitera principalement aux riches Canadiens qui pourront profiter de cette exonération. D'après les statistiques de 1982, 63 p. 100 de cette exemption au titre des gains en capital profiteront à des personnes qui gagnent \$50,000 ou plus, alors qu'elles ne représentent que 4 p. 100 du total des contribuables. Les éléments les plus riches de la société bénéficieront de réductions fiscales importantes, alors que les pauvres et les classes moyennes subiront de fortes hausses d'impôt.

Ma principale critique du plan du gouvernement tient à l'absence de programme de croissance économique. Contrairement à l'élan de confiance sur lequel mise le budget, de nombreux experts pensent que les mesures envisagées vont entraîner un ralentissement de la croissance économique. Les documents budgétaires eux-mêmes viennent saper les déclarations budgétaires du ministre. Les prévisions donnent une croissance du PNB de 3.1 p. 100 pour 1985. C'est un chiffre en baisse par rapport au 4.7 p. 100 de 1984. Le budget prévoit une poursuite de ce ralentissement en 1986 avec un chiffre de 2.4 p. 100.

La plupart des autorités sont d'avis que pour maintenir même notre taux de chômage, si inacceptable soit-il, à son niveau actuel de 11 p. 100, notre taux de croissance doit se situer à 3 p. 100. Comment le ministre peut-il prétendre qu'il y aura des emplois de créés, alors qu'il entrevoit une croissance inférieure à 3 p. 100? Et encore, il ne tient pas compte, pour

établir cette prévision à moins de 3 p. 100, des effets préjudiciables des compressions budgétaires. Un analyste renommé de Woods Gordon aurait affirmé, quant à lui, que les augmentations d'impôt prévues dans le budget vont réduire à environ 1.9 p. 100 la croissance de notre PNB en 1986. Si cet économiste voit juste, le taux de chômage va monter en flèche.

Le budget prive notre économie de 13 milliards de dollars cette année et l'année prochaine. Il supprime au moins 3 milliards de dollars en disponibilités au moyen des hausses d'impôt sur le revenu, de l'augmentation de la taxe de vente et de la réduction des transferts aux particuliers, notamment des pensions de sécurité de la vieillesse et des allocations familiales. La baisse des disponibilités frappe en particulier les gens à revenu faible ou moyen, c'est-à-dire ceux qui dépensent tout ce qu'ils gagnent pour vivre. Ces personnes ne sont pas vraiment en mesure d'épargner. Par conséquent, leur soutirer de l'argent, c'est affaiblir notre économie en réduisant les dépenses de consommation.

L'investissement répond essentiellement à la demande des consommateurs, tant au Canada qu'à l'étranger. Or nos exportations vers les États-Unis diminuent en raison du ralentissement économique qui sévit là-bas. Ici même, le budget va déprimer la demande. Comment pouvons-nous, en pareil cas, partager l'optimisme économique du ministre des Finances (M. Wilson)?

Le gouvernement compte, à ce qu'il dit, sur une recrudescence de la confiance pour stimuler la reprise économique. Mais les Canadiens sont assez intelligents pour ne pas investir ou dépenser simplement parce que le gouvernement les y invite. Il faut qu'ils y soient motivés de façon tangible, notamment par de meilleures perspectives d'emploi. Puisque le budget tend fort peu à réduire le déficit, on ne pourra pas renforcer la confiance du milieu des affaires. Le budget s'attaque aux consommateurs et ébranle donc leur confiance. Le document budgétaire intitulé *Perspectives économiques du Canada* renferme quelques données sur la consommation à la page 16. On prévoit que les dépenses à ce titre seront très faibles en 1986, année où les mesures fiscales vont commencer à faire mal. D'après ce document budgétaire, les exportations nettes vont aussi baisser. Étant donné que l'industrie canadienne fonctionne encore bien en deçà de sa capacité, pour ainsi dire aux trois quarts seulement, pourquoi l'investissement grimperait-il en 1986?

Il a fondé son budget sur une économie de l'offre, dans le but de susciter la demande, formule que l'administration Reagan a elle-même abandonnée il y a longtemps.

Le problème au Canada, c'est que nous perdons des millions de dollars parce que nous ne produisons pas davantage de biens et de services. Le budget ne prévoit rien pour y remédier. Il n'offre pas de programme créateur d'emplois qui assurerait notre croissance économique. Le gouvernement a préféré plutôt arnaquer les bas et les moyens salariés.

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, comme d'habitude, j'ai aimé écouter les observations de ma collègue, la porte-parole du parti libéral. Comme d'habitude aussi, elle a formulé plusieurs idées intéressantes et bien pesées sur ce que ne sera pas l'avenir du Canada et autres choses du genre. J'ai écouté attentivement le ministre des Finances (M. Wilson) lorsqu'il a présenté le projet de loi C-51 ou Loi portant pouvoir d'emprunt. Il nous demande aujourd'hui de l'autoriser en principe à emprunter 18.2 milliards de